

**Accord collectif**

**FONDS D'ASSURANCE FORMATION  
DES PROFESSIONS LIBÉRALES**

**(28 octobre 1992)**

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000,  
*Journal officiel* du 21 décembre 2000)

AVENANT DU 24 AOÛT 2011

À L'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2000

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE

NOR : ASET1151314M

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu les articles L. 6332-1 et suivants du code du travail relatifs à l'agrément des organismes collecteurs agréés ;

Vu l'article R. 6332-16 du code du travail relatif à l'acte de constitution d'un organisme collecteur paritaire ;

Vu l'article L. 6332-7 du code du travail relatif au fonds d'assurance formation ;

Vu l'accord cadre interprofessionnel relatif à la formation permanente et à la création du FAF-PL (fonds d'assurance formation des professions libérales) du 9 juillet 1987 ;

Vu l'accord collectif relatif au FAF-PL du 28 octobre 1992 ;

Vu l'avenant du 17 janvier 1995 ;

Vu l'accord du 15 décembre 2000 portant modification du FAF-PL en OPCA-PL ;

Vu l'avenant n° 3 à l'accord interprofessionnel relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des salariés des professions libérales du 28 février 2005, destiné à assurer le développement de la formation et la sécurisation des parcours professionnels de ces salariés, du 16 décembre 2010,

Considérant :

- leur volonté commune de continuer à agir pour le développement de la formation tout au long de la vie pour les salariés des professions libérales par l'intermédiaire de l'OPCA-PL ;
- leur volonté commune d'ouvrir le champ d'intervention actuel de l'OPCA-PL, à l'occasion du renouvellement de l'agrément, à d'autres branches professionnelles qui souhaiteraient adhérer au présent accord ;
- leur volonté commune de développer les missions de l'OPCA-PL, au-delà de celle de collecteur et de gestionnaire de la contribution des entreprises, vers une mission d'accompagnement et de conseil de proximité, des entreprises relevant de son champ d'intervention,

il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Demande de renouvellement de l'agrément de l'OPCA-PL*

Conformément aux dispositions de l'article L. 6332-1 du code du travail les parties signataires du présent accord sollicitent le renouvellement de l'agrément de l'OPCA-PL accordé par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2000 (*JORF* n° 295 du 21 décembre 2000).

En raison de la diversité des secteurs professionnels représentés dans le champ d'intervention de l'OPCA-PL (voir art. 2 et annexes), les parties signataires demandent à bénéficier d'un agrément en qualité d'OPCA interprofessionnel en application de l'article L. 6332-1 du code du travail, ainsi que d'un agrément en qualité d'OPCA multibranches.

Conformément aux dispositions de l'article L. 6332-7 du code du travail, les signataires demandent l'agrément de l'OPCA-PL par l'Etat au titre :

- du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés ;
- du plan de formation des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
- du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- du DIF et de la professionnalisation.

La demande ne porte pas sur l'agrément au titre du congé individuel de formation (CIF).

## **Article 2**

### *Forme juridique et dénomination*

L'OPCA-PL dispose des prérogatives d'un fonds d'assurance formation constitué en application des articles L. 6332-7 et L. 6332-8 du code du travail. Les organes de ce fonds d'assurance formation, sont ceux d'une association régie par la loi de 1901. En raison de l'ouverture de son champ d'intervention à des entreprises n'ayant pas la qualité juridique de professions libérales, la dénomination statutaire « OPCA-PL » sera complétée par un « nom d'usage » rendant compte de l'identité professionnelle des diverses branches relevant de son champ d'intervention.

## **Article 3**

### *Champ d'intervention*

Le champ d'intervention de l'OPCA-PL est défini comme suit :

- les entreprises libérales représentées par les organisations dont la liste est donnée à l'annexe II ;
- les entreprises relevant de l'accord d'adhésion au présent accord conclu entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés du secteur de l'hospitalisation privée dont la liste est donnée à l'annexe III.

Les entreprises libérales, ne relevant pas d'un accord de branche désignant un OPCA, peuvent exercer leur choix pour un OPCA interprofessionnel compétent « à défaut d'accord de branche », en optant pour l'OPCA-PL.

## **Article 4**

### *Objet*

L'objet de l'OPCA-PL est celui d'un fonds d'assurance formation tel qu'il est défini par l'article L. 6332-7 du code du travail et précisé dans les statuts annexés au présent accord.

Les dispositions du présent accord annulent et remplacent toute autre disposition antérieure ayant le même objet.

## **Article 5**

### *Gouvernance et gestion de l'OPCA-PL*

Les statuts annexés au présent accord, et qui en constituent un élément indissociable, organisent la gouvernance et la gestion de l'OPCA en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Les parties signataires veilleront au respect de la transparence de la gouvernance de l'OPCA-PL, à la publicité des comptes et à l'application de « la charte des bonnes pratiques pour les organismes paritaires collecteurs agréés » publiés par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.

## **Article 6**

### *Ressources*

Les ressources de l'OPCA-PL proviennent des contributions légales et conventionnelles versées par les entreprises relevant de son champ d'intervention. La liste des accords collectifs de travail traitant du financement de la formation et instituant des obligations de versement à l'OPCA-PL à la charge des entreprises comprises dans son champ d'intervention, est annexée au présent accord.

Les contributions conventionnelles, non imputables sur l'obligation légale de financement de la formation, sont gérées par l'OPCA-PL de manière distincte. Les coûts de gestion de cette collecte sont prélevés sur les versements dans les conditions définies par le conseil d'administration.

L'OPCA-PL est habilité à percevoir et à gérer des versements fixés par accord de branche n'entrant pas directement dans le champ réglementaire de la formation professionnelle, mais concourant au dialogue social et à la réussite du projet de développement professionnel des salariés. Ces versements sont gérés de manière distincte. Les coûts de gestion de ces contributions sont prélevés sur les versements, dans les conditions définies par le conseil d'administration.

Enfin l'OPCA-PL peut percevoir et gérer les concours financiers apportés par les collectivités publiques, et toute autre ressource compatible avec son objet et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **Article 7**

### *Dépôt*

Après signature, le dépôt du présent accord sera fait par la partie la plus diligente, conformément à la réglementation en vigueur.

## **Article 8**

### *Dossier d'agrément*

Le présent accord conclu à des fins d'agrément en application de l'article L. 6332-1 du code du travail sera joint au dossier d'agrément élaboré avec le concours de l'OPCA-PL et sera transmis aux pouvoirs publics avant le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par la partie la plus diligente.

## **Article 9**

### *Durée et dénonciation*

Cet accord est à durée indéterminée.

Il pourra être dénoncé, à tout moment, sous respect d'un préavis de 3 mois, conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Dans un délai de 3 mois suivant l'issue du préavis, les parties se rencontreront, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, en vue de négocier un accord de substitution. Tant que celui-ci ne sera pas conclu, et au plus tard dans le délai de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis, le présent accord continuera de produire effet.

## **Article 10**

### *Adhésion*

Sous réserve de l'accord unanime des parties signataires, toute organisation professionnelle d'employeurs, toute organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel pourra adhérer au présent accord. La demande d'adhésion est signifiée à l'ensemble des parties signataires.

Si la nouvelle adhésion entraîne une modification du champ d'application, elle fera l'objet d'un avenant au présent accord, ainsi que prévu à l'article 3. Une demande d'arrêté portant modification du champ et de l'agrément de l'OPCA-PL sera présentée à l'autorité administrative compétente.

L'adhésion prendra effet au lendemain du jour de la parution au *Journal officiel* de l'arrêté modificatif de l'agrément.

Toute adhésion est notifiée selon les voies réglementaires en vigueur auprès des services compétents du ministère du travail, de l'emploi et de la santé ainsi qu'aux organisations signataires du présent accord.

Fait à Paris, le 24 août 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

UNAPL.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT- FO.

## ANNEXE I

---

### I. – BUTS ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Personnalité morale. – Composition*

L'OPCA-PL dispose des prérogatives d'un fonds d'assurance formation constitué en application des articles L. 6332-7 et L. 6332-8 du code du travail. Il est constitué sous forme d'association loi 1901.

Sont membres de l'association, les organisations syndicales de salariés représentatives de droit au niveau national et interprofessionnel et les organisations d'employeurs signataires des présents statuts et signataires de l'accord du 24 août 2011 portant demande de renouvellement de l'agrément de l'OPCA-PL et celles qui y adhèreraient ultérieurement.

#### **Article 2**

##### *Dénomination*

L'association est dénommée OPCA-PL. Le conseil d'administration pourra prendre une délibération pour adopter un nom d'« usage » qui prenne en compte l'adhésion de nouvelles branches professionnelles.

#### **Article 3**

##### *Objet*

L'OPCA-PL a pour objet de contribuer au développement de la formation professionnelle continue.

Il informe et accompagne les entreprises dans l'analyse de leurs besoins.

Il assure un service de proximité adapté au service des plus petites entreprises.

Il met en œuvre au bénéfice des entreprises de ses branches adhérentes les moyens financiers d'ingénierie et de conseil leur permettant de faire face à leurs besoins en matière de formation professionnelle.

Il suscite des actions de formation interprofessionnelles, des synergies entre les branches et, plus généralement, il a pour objet de leur faciliter la pratique de la mutualisation des moyens.

Il conclut avec l'Etat, et de manière plus générale avec les pouvoirs publics, des conventions d'objectifs et de moyens et de cofinancement d'actions de formation.

#### **Article 4**

##### *Durée*

La durée de l'association est illimitée.

#### **Article 5**

##### *Siège*

L'association a son siège au 52-56, rue Kléber, 92309 Levallois-Perret, transféré au 4-8, rue du Colonel-Driant, 75001 Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Le siège pourra être transféré en tout lieu sur décision du conseil d'administration.

## Article 6

### *Champ d'intervention*

Le champ de compétence de l'OPCA-PL résulte de la définition de l'article 3 de l'accord du 24 août 2011, des annexes II et III ainsi que de l'arrêté d'agrément.

## Article 7

### *Missions*

L'OPCA-PL a notamment pour mission de :

#### 7.1. Missions au bénéfice des branches professionnelles :

- mettre en œuvre les dispositions définies par les partenaires sociaux au travers des accords relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie, dans chacun des secteurs interprofessionnels et chacune des branches professionnelles relevant du champ de compétence de l'OPCA-PL ;
- prendre en compte les orientations définies annuellement par les CPNEFP des branches professionnelles et la CPNEFP-PL interprofessionnelle ;
- mener une politique incitative en matière de professionnalisation et de développement de la formation continue des salariés ;
- apporter son appui aux branches professionnelles pour concevoir des certifications professionnelles ;
- apporter son appui aux branches professionnelles qui engagent des actions permettant aux salariés d'obtenir une certification reconnue dans la grille de classification d'une branche, un titre ou un diplôme professionnels ;
- apporter un soutien et un appui technique dans toutes les études prospectives et travaux de recherche engagés par les branches professionnelles ;
- apporter son appui aux branches professionnelles pour construire les outils d'évaluation de l'offre de formation ;
- apporter un soutien aux branches professionnelles dans l'ouverture de la VAE aux salariés désirant accéder à un certificat, un titre ou un diplôme, que le salarié soit de la branche ou non.

#### 7.2. Missions au bénéfice des entreprises et salariés :

- contribuer à l'information générale des entreprises et des salariés sur la formation professionnelle, les dispositifs, les droits et moyens de formation existants ;
- accompagner les entreprises dans la définition de leurs besoins et dans l'élaboration de leur plan de formation ;
- participer à la sécurisation des parcours professionnels ;
- apporter un accompagnement dans le domaine de l'ingénierie de formation, du diagnostic compétences, de l'aide au montage de dossiers de financement, de l'aide à l'élaboration de cahiers des charges et de tout type d'action favorisant la mise en œuvre de la GPEC.

#### 7.3. Missions de collecte et recherche de ressources :

- percevoir et gérer les contributions financières des entreprises, dans le respect des accords conclus au niveau interprofessionnel et par chaque branche professionnelle et notamment :
  - les contributions dues au titre de la professionnalisation et du DIF de l'ensemble des entreprises relevant de son champ de compétence ;
  - les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés ;
  - les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises occupant de 10 à moins de 50 salariés ;
  - les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises occupant 50 salariés et plus,
- percevoir et gérer les contributions conventionnelles instituées par accord de branche ;

- optimiser les fonds disponibles en recherchant les financements complémentaires notamment auprès du FPSPP et de l'Union européenne.

#### 7.4. Missions de financement :

- prendre en charge et financer selon des priorités et modalités définies interprofessionnellement par le conseil d'administration :
  - les dépenses consenties au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du DIF prioritaire interprofessionnel, de la VAE, des bilans de compétences et des actions de formation interprofessionnelle ;
  - des dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis ;
  - des dépenses de fonctionnement des observatoires prospectifs des métiers et qualifications,
- prendre en charge et financer les priorités des CPNEFP des branches professionnelles selon des modalités définies par chaque section professionnelle, dans le cadre des agréments au titre du plan de formation :
  - des entreprises de moins de 10 salariés ;
  - des entreprises de 10 salariés à moins de 50 salariés ;
  - des entreprises de 50 salariés et plus,
- prendre en charge et financer les actions de formation en engageant tous types de financements complémentaires, notamment :
  - les attributions du FPSPP au titre de la péréquation pour le financement des contrats de professionnalisation ; les cofinancements du FPSPP au titre des appels à projet pour la qualification et la requalification des salariés et demandeurs d'emploi ;
  - les financements provenant notamment de l'Etat, des régions, de l'union européenne, de Pôle emploi ;
  - s'engager dans des cofinancements de programmes présentés par le FPSPP.

Et, de façon générale, financer et réaliser toutes actions visant au développement de la formation professionnelle, conformes à la législation et à la réglementation professionnelle et au champ d'intervention des OPCA.

## II. – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### Article 8

#### *Conseil d'administration*

##### 8.1. Désignations au conseil d'administration

L'OPCA PL est administré par un conseil d'administration paritaire composé au maximum de 40 membres.

Pour les organisations de salariés : 4 représentants par confédération de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire de l'accord ou y ayant adhéré ultérieurement.

Pour la partie patronale : un nombre égal de représentants désignés par l'UNAPL en application d'un protocole conclu entre les organisations d'employeurs.

Les administrateurs sont désignés pour un mandat d'une durée de 2 ans.

En cas de vacance à un poste d'administrateur, il est pourvu au remplacement dudit administrateur par l'organisation syndicale ou par l'organisation professionnelle l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

## 8.2. Missions du conseil d'administration

Le conseil d'administration paritaire est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte conforme à l'objet de l'OPCA, en conformité avec les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Il a compétence pour prendre toute décision relative à la gestion, à l'organisation et au fonctionnement de la structure.

Il détermine les orientations relatives aux activités de l'association telles que définies dans son objet.

Il arrête le budget, les comptes et approuve l'état statistique ainsi que le rapport de gestion tel que prévu par l'article R. 6332-31 du code du travail.

Il détermine les orientations en matière de politique de rémunération, de politique sociale, de politique d'investissements et financière et de politique organisationnelle.

## 8.3. Contrôle interne

Le conseil d'administration veille à l'instauration d'un système de contrôle interne adéquat.

Il surveille l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'OPCA-PL.

Il dote l'OPCA-PL d'un dispositif de contrôle interne.

Il veille au respect des principes en matière de conflits d'intérêts et de transparence, dans le respect des textes en vigueur.

Le conseil d'administration de l'OPCA-PL nomme un comité des risques et d'audit pour l'assister dans la réalisation de ses missions relatives au contrôle interne.

## 8.4. Fonctionnement du conseil d'administration

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des présents et représentés, un membre présent ne pouvant disposer de plus de 3 pouvoirs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque collège sont présents ou valablement représentés. En cas d'empêchement, tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant procuration à un autre administrateur appartenant au même collège.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué dans un délai de 30 jours et peut alors délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou valablement représentés. Les décisions sont alors adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou valablement représentés.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure qui se tiendra dans un délai de 30 jours.

## Article 9

### *Bureau*

Le conseil d'administration constitue en son sein un bureau paritaire composé de 10 membres, soit 5 membres du collège employeurs et 5 membres du collège salariés représentant chacune des organisations syndicales représentatives.

Les représentants de chacun de ces deux collèges sont désignés par les organisations définies à l'article 8.1 ci-dessus.

Le bureau désigne en son sein :

- un président et un vice-président ;
- un trésorier et un trésorier adjoint.



La présidence alterne tous les 2 ans entre le collège des salariés et celui des employeurs. Le président et le trésorier adjoint appartiennent à un collège, le vice-président et le trésorier à l'autre.

Le président et le vice-président assurent la représentation de l'OPCA-PL à l'égard des tiers.

Le bureau est chargé de l'administration de l'OPCA-PL et de l'exécution des décisions du conseil d'administration dont il prépare les travaux et projets de délibération.

Le bureau assure le suivi des missions et la bonne exécution des missions confiées aux sections paritaires professionnelles y compris par des demandes d'informations ponctuelles.

## **Article 10**

### *Présidence*

La présidence est composée du président et du vice-président.

Le président préside le bureau et le conseil d'administration et le comité des risques et d'audit.

En accord avec le vice-président, il établit l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration, du bureau et du comité des risques et d'audit.

Le président assisté du vice-président est responsable du suivi de l'organisation et de la mise en œuvre efficiente du contrôle interne de l'OPCA-PL.

Le président assisté du vice-président a en charge la représentation de l'OPCA-PL devant tout organisme public ou privé, ainsi que devant toute juridiction. Les actes et délibérations engageant l'OPCA-PL sont signés paritairement.

Le président et le vice-président de l'OPCA-PL sont respectivement directeurs de la publication et rédacteur en chef de l'ensemble des publications éditées sur l'initiative de l'OPCA-PL et sont membres du comité de rédaction.

Le président et le vice-président, assistés des trésoriers, examinent les candidatures du directeur général, du directeur administratif et financier, du directeur du contrôle interne de l'OPCA-PL et les soumettent au bureau.

## **Article 11**

### *Sections paritaires professionnelles (SPP)*

En application de l'article R. 6332-16-2 du code du travail, le conseil d'administration de l'OPCA-PL décide de la création de sections paritaires professionnelles en tant que de besoin.

#### **11.1. Composition des sections paritaires professionnelles**

Chaque section dispose d'un comité paritaire composé de 20 membres maximum, désignés par les organisations d'employeurs et de salariés représentatives dans le champ de la section. Deux membres sont désignés par chaque organisation syndicale de salariés et 10 désignés par les organisations patronales. Le comité paritaire de section choisit, en son sein, un président et un vice-président, appartenant chacun à un collège différent. La présidence alterne tous les 2 ans, au cours du trimestre pendant lequel s'effectue le changement d'alternance de la présidence du conseil d'administration de l'OPCA-PL.

#### **11.2. Missions des sections paritaires professionnelles**

Par délégation du conseil d'administration, chaque section exerce les missions suivantes :

- elle prépare, suit et aménage le budget de la section ;
- elle applique et suit la mise en œuvre des politiques de formation définies par les CPNEFP ;
- elle applique et suit la mise en œuvre des politiques de formation interprofessionnelles définies par le conseil d'administration de l'OPCA-PL ;

- la section paritaire professionnelle peut sur délégation du conseil d'administration rechercher tout complément de financement auprès d'instances nationales, régionales ou européennes au bénéfice des entreprises relevant de sa branche ;
- elle assure l'animation du service de proximité dans son domaine d'intervention ;
- dans le respect des dispositions des accords de branche et des prérogatives du conseil d'administration, elle gère :
  - les actions de formation relevant de la professionnalisation et du DIF ;
  - celles relevant des agréments au titre du plan de formation,
- elle suit la mise en œuvre des projets relevant de la recherche et du développement de l'OPCA PL réalisées pour le compte des professions représentées dans la section ;
- elle conduit une réflexion sur les politiques incitatives au développement de la formation et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- elle propose au conseil d'administration les modalités de prise en charge des actions de formation relevant du plan prioritaire des branches professionnelles en définissant, autant que faire se peut, des règles communes pour l'ensemble des professions relevant de la section.

## **Article 12**

### *Gestion des sections financières*

Le conseil d'administration, définit, suit et aménage les budgets consolidés au sein de sections financières :

- celle de la professionnalisation et du DIF ;
- celles au titre du plan de formation :
  - des entreprises de moins de 10 salariés ;
  - des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
  - des entreprises de 50 salariés et plus.

Le conseil d'administration décide chaque année de la mise en œuvre de la mutualisation élargie.

Il fixe chaque année les critères d'attribution de fonds mutualisés.

## **Article 13**

### *Autre instance de gouvernance : le comité des risques et d'audit*

Le comité des risques et d'audit est composé conformément aux principes définis dans la charte de gouvernance et de pilotage en contrôle interne approuvés par le conseil d'administration de l'OPCA-PL.

Le périmètre des missions du comité des risques et d'audit, ses modalités de fonctionnement et les responsabilités de ses membres sont fixés par délibération du conseil d'administration, sur proposition du bureau.

## **Article 14**

### *Exercice des fonctions d'administrateur*

#### 14.1. Règles de compatibilité des mandats

En application de l'article L. 6332-2-1, tous les administrateurs titulaires d'un mandat au sein de l'OPCA-PL, au conseil d'administration ou en comité paritaire de section, leur permettant de participer à des prises de décision sur l'engagement de financement, ne peuvent être salarié ou administrateur d'un organisme de formation. S'ils sont salariés ou administrateurs d'un établissement de crédit, ils doivent le porter à la connaissance du commissaire aux comptes.

#### 14.2. Prise en charge des frais liés à l'exercice du mandat

Les modalités de prise en charge des frais exposés par les administrateurs, dans l'exercice de leur mandat, sont définies dans le règlement intérieur de l'OPCA-PL.

#### 14.3. Formation des administrateurs

Les frais de formation des administrateurs, pour l'exercice de leur mandat, sont financés dans le cadre des dispositions prévues par les textes en vigueur fixant les frais du paritarisme et à hauteur de 5 jours de formation par an.

Les modalités de cette prise en charge sont précisées au règlement intérieur.

### **Article 15**

#### *Fonction de direction*

La direction de l'OPCA-PL est assurée par :

- un directeur général ;
- un directeur administratif et financier ;
- un directeur du contrôle interne.

Ils sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du bureau. Leurs fonctions respectives sont définies par le règlement intérieur.

### III. – ORGANISATION FINANCIÈRE

### **Article 16**

#### *Ressources*

Les ressources de l'OPCA-PL sont celles définies à l'article 6 de l'accord constitutif du 24 août 2011. Elles sont gérées conformément aux dispositions législatives et réglementaires et conventionnelles applicables à chaque catégorie de ressources.

### **Article 17**

#### *Dépenses*

Les dépenses de l'OPCA-PL sont engagées conformément aux dispositions législatives réglementaires et conventionnelles en vigueur. Les modalités d'engagement sont fixées par le règlement intérieur.

### **Article 18**

#### *Financement du paritarisme*

Les règles et procédures applicables en la matière sont définies dans le règlement intérieur de l'OPCA-PL.

### **Article 19**

#### *Commissaires aux comptes et expert-comptable*

Le conseil d'administration désigne le commissaire aux comptes et son suppléant, ainsi que l'expert-comptable conformément aux dispositions légales, ils sont tous issus de cabinets distincts.

### IV. – DISPOSITIONS DIVERSES

### **Article 20**

#### *Règlement intérieur*

Le conseil d'administration élabore le règlement intérieur de l'organisme qui précise notamment :

- les modalités de fonctionnement du conseil d'administration ;

- les modalités de fonctionnement des divers organes qui contribuent au fonctionnement de l'OPCA ;
- les procédures d'engagement des dépenses.

### **Article 21**

#### *Modification des statuts*

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par un avenant négocié entre les organisations signataires ou y ayant adhéré ultérieurement.

### **Article 22**

#### *Dissolution. – Liquidation*

La dissolution de l'organisme ne peut avoir lieu que par la dénonciation de l'accord collectif du 24 août 2011 et si les pouvoirs publics n'accordent pas son agrément à l'association ou venait à la lui retirer.

En cas de dissolution, les biens et les droits détenus par l'association seront transmis dans les conditions légales et réglementaires.

### **Article 23**

#### *Dépôt des statuts*

Les présents statuts feront l'objet d'un dépôt auprès de la préfecture du siège de l'organisme, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 24 août 2011.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE II

### OPCA-PL

#### *Champ d'intervention*

Le champ d'intervention de l'OPCA-PL est national et interprofessionnel. Il est axé sur l'identité des professionnels libéraux, identité qui repose elle-même sur quatre éléments techniques et juridiques fondamentaux :

- les critères établis par la commission nationale de concertation des professions libérales ;
- la loi ;
- les particularités des professionnels libéraux rappelées dans les accords relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie signés par l'UNAPL le 28 février 2005 et le 16 décembre 2010 ;
- un acte volontaire d'adhésion à l'UNAPL.

#### 1. Critères établis par la commission nationale de concertation des professions libérales

Sont des professions libérales les professions réglementées ou non réglementées qui répondent aux critères fondamentaux suivants :

- la compétence garantie par une formation conférant un diplôme, un titre ou une certification ;
- le secret professionnel pour maintenir le climat de confiance indispensable à tout exercice libéral ;
- le respect d'une éthique et d'une déontologie professionnelle ;
- l'indépendance du professionnel libéral dans son exercice et la réalisation de ses actes, hors de toute exigence de rentabilité financière étrangère à l'exercice libéral ;
- la responsabilité civile professionnelle pour la garantie du client et du patient ;
- le libre choix réciproque du client ou du patient du professionnel libéral, quelle que soit la structure dans laquelle il exerce ;
- l'exercice de proximité au service du public, des entreprises et des collectivités locales.

La liste des professions répondant à ces critères figure pages 3, 4 et 5.

#### 2. Loi

Est un professionnel libéral celui qui est identifié comme tel en vertu d'un texte de loi.

#### 3. Particularités des professionnels libéraux rappelées dans les accords relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie signés par l'UNAPL le 28 février 2005 et le 16 décembre 2010

Ces particularités sont liées à la taille généralement modeste des entreprises libérales et à la dimension sociale et humaine de l'activité.

#### 4. Adhésion à l'UNAPL

L'adhésion à l'UNAPL est un acte volontaire qui suppose la reconnaissance par la profession elle-même de sa qualité de professionnel libéral par la voie de l'organisation professionnelle qui la représente ou défend ses intérêts.

La liste des organisations qui adhèrent à l'UNAPL figure pages 6 et 7.

*Liste des professions concernées*

PROFESSION CONCERNÉE	CODE NAF	CODE NAF ASSOCIÉ
Pharmaciens d'officine	4773 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Médecins	8621 Z (médecins généralistes) 8622 A (médecins électroradiologues) 8622 C (médecins spécialisés)	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM) 8622 B (activités chirurgicales)
Chirurgiens-dentistes	8623 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Kinésithérapeutes	8690 E	
Infirmiers	8690 D	
Orthophonistes	8690 E	
Orthoptistes	8690 E	
Podologues	8690 E	
Diététiciens	8690 F	
Biologistes	8690 B	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Vétérinaires	7500 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Avocats	6910 Z	9411 Z (activités des organisations patronales et consulaires) 9412 Z (activités des organisations professionnelles) 9499 Z (autres organisations professionnelles fonctionnant par adhésion volontaire)
Avoués	6910 Z	
Conseils en propriété intellectuelle	6910 Z	
Administrateurs judiciaires	6910 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Mandataires judiciaires	6910 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Notaires	6910 Z	9412 Z (activités des organisations professionnelles)
Commissaires priseurs et sociétés de ventes volontaires	6910 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM) 9412 Z (activités des organisations)
Greffiers des tribunaux de commerce	6910 Z	9412 Z (activités des organisations)
Huissiers de justice	6910 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM) 9412 Z (activités des organisations)

PROFESSION CONCERNÉE	CODE NAF	CODE NAF ASSOCIÉ
Architectes	7111 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM) 9412 Z (activités des organisations professionnelles)
Architectes d'intérieur Géomètres experts Géomètres-topographes Photogrammètres	7111 Z	
Experts fonciers	7112 A	
Economistes de la construction Mètres-vérificateurs	7490 A	
Experts agricoles et fonciers Immobilier	7112 B	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM) 9412 Z (activités des organisations professionnelles)
Géologues	7112 B	
Agents commerciaux et mandataires	4611 Z	
Experts auprès des compagnies d'assurance	6621 Z	
Experts automobiles	6621 Z	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Experts judiciaires	6621 Z 7490 B (activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses)	
Détectives privés et enquêteurs	8010 Z (activités de sécurité privée) 8020 Z (activités liées aux systèmes de sécurité) 8030 Z (activités d'enquête)	
Interprètes, traducteurs	7430 Z	
Formateurs et conseils en formation	8559 A	6619 A (forme juridique en SCM) 8219 Z (forme juridique en SCM)
Psychologues-psychothérapeutes-psychoanalystes	8690 F (psychothérapeutes)	
Conservateurs-restaurateurs	9003 A	
Graphologues-conseils	9609 Z	

*Liste des organisations professionnelles adhérant à l'UNAPL*

Professions de la santé :

- confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ;
- syndicat des médecins libéraux (SML) ;

- confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD) ;
- union des jeunes chirurgiens-dentistes – union dentaire (UJCD) ;
- syndicat des femmes chirurgiens-dentistes (SFCD) ;
- fédération française des masseurs kinésithérapeutes rééducateurs (FFMKR) ;
- syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR) ;
- fédération nationale des infirmiers (FNI) ;
- fédération des syndicats pharmaceutiques de France (UNPF) ;
- union nationale des pharmacies de France (UNPF) ;
- syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral (SNVEL) ;
- fédération nationale des orthophonistes (FNO) ;
- fédération nationale des podologues (FNP) ;
- syndicat national autonome des orthophonistes (SNAO) ;
- syndicat des biologistes (SDB) ;
- syndicat des laboratoires de biologie clinique (SGLBC) ;
- organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) ;
- union nationale des syndicats de sages-femmes françaises (UNSSF) ;
- association des diététiciens de langue française (ADLF) ;
- syndicat national des chirurgiens de chirurgie esthétique (SNCCE).

#### Professions du droit :

- syndicat national des notaires (SNN) ;
- confédération nationale des avocats (CNA) ;
- fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) ;
- syndicat des avocats de France (SAF) ;
- association nationale des jeunes avoués (AJA) ;
- association syndicale des avoués (ASA) ;
- chambre nationale des commissaires priseurs (CNCPJ) ;
- association française des avocats conseils d'entreprises (ACE) ;
- association nationale des conseils en propriété industrielle (ACPI) ;
- conseil national des greffiers des tribunaux de commerce (CNGTC) ;
- syndicat national des huissiers de justice (SNHJ) ;
- association syndicale professionnelle d'administrateurs judiciaires (ASPAJ) ;
- institut français des praticiens de procédures collectives (IFPPC).

#### Professions des techniques et du cadre de vie :

- AGEA – fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (FNSAGA) ;
- union nationale des syndicats d'architectes (UNSFA) ;
- fédération nationale des syndicats d'architectes d'intérieur qualifiés (FNSAI) ;
- union nationale des géomètres experts (UNGE) ;
- chambre des ingénieurs conseils de France (CICF) ;
- union nationale des économistes de la construction (UNTEC) ;
- compagnie nationale des experts judiciaires en environnement (CNEJE) ;
- institut français des experts-comptables, union nationale des commissaires aux comptes (IFEC-UNCC) ;
- fédération nationale des experts-comptables de France (FNECF) ;
- chambre nationale des conseils et experts financiers (CNCEF) ;
- compagnie des experts agréés (CEA) ;
- compagnie nationale des ingénieurs experts (CNIE) ;



- chambre syndicale nationale des experts automobiles de France (CSNEAF) ;
- fédération nationale des agents commerciaux et mandataires (FNAC) ;
- groupement syndical des praticiens de la psychologie-psychanalyse-psychothérapie (PSY'G) ;
- syndicat national des psychologues (SNP) ;
- syndicat des psychologues en exercice libéral (SPEL) ;
- groupement des graphologues conseils de France (GGCF) ;
- syndicat national des généalogistes (SNG) ;
- association des interprètes de conférences libéraux de France (AICLF) ;
- association française des sténotypistes de conférences (AFSC) ;
- société française des traducteurs (SFT) ;
- fédération nationale de l'enseignement privé laïque (FNAEPL) ;
- chambre syndicale des professionnels de la formation (CSFC) ;
- fédération des conservateurs restaurateurs (FCR) ;
- confédération nationale des détectives et enquêteurs professionnels (CNDEP).

## ANNEXE III

### ACCORD DE BRANCHE PORTANT DÉSIGNATION D'UN ORGANISME PARITAIRE COLLECTEUR AGRÉÉ (OPCA) AU SEIN DE LA BRANCHE SANITAIRE ET MÉDICO-SOCIALE À STATUT COMMERCIAL

---

#### TITRE I<sup>ER</sup>

##### CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent accord national concernent les établissements privés de diagnostic et de soins (avec ou sans hébergement), les établissements d'hébergement pour personnes âgées, de quelque nature que ce soit, à caractère commercial, sur l'ensemble du territoire national comprenant les départements d'outre-mer, et notamment ceux visés par la nouvelle nomenclature des activités économiques sous les rubriques :

- 86.10 : services hospitaliers ;
- 86.10Z : activités hospitalières ;
- 87.10A : hébergement médicalisé pour personnes âgées ;
- 87.10B : hébergement médicalisé pour enfants handicapés ;
- 87.10C : hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autres hébergements médicalisés ;
- 87.30A : hébergement social pour personnes âgées ;
- 88.10B : accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées.

#### TITRE II

##### DÉSIGNATION DE L'ORGANISME COLLECTEUR NATIONAL PROFESSIONNEL AU SEIN DE LA BRANCHE DE L'HOSPITALISATION PRIVÉE

Conformément aux dispositions de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie et du décret n° 2010-1116 du 22 septembre 2010 relatif aux organismes collecteurs paritaires agréés des fonds de la formation professionnelle continue, les parties au présent accord décident de la désignation de l'OPCA-PL en tant qu'organisme paritaire collecteur agréé au sein de la branche sanitaire et médico-sociale à statut commercial en lieu et place de FORMAHP.

L'OPCA ainsi désigné détiendra l'agrément pour le compte de la branche sanitaire et médico-sociale à statut commercial et sera destinataire notamment des versements effectués en application de l'article 87 de la convention collective du 18 avril 2002 à compter du 11 janvier 2012.

#### TITRE III

##### DISPOSITIONS D'ADAPTATION

Une négociation sera ouverte dès la signature du présent accord à l'effet d'adapter l'ensemble des dispositions conventionnelles pour tenir compte des conséquences de la conclusion du présent accord.

#### TITRE IV

##### DURÉE DE L'ACCORD

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé ou dénoncé à tout moment, conformément aux articles L. 2222-6 et L. 2222-5 du code du travail et aux dispositions conventionnelles.

## TITRE V

### BILAN DE L'ACCORD

Les partenaires sociaux reconnaissent l'importance de dresser un bilan qualitatif et quantitatif de ce nouveau dispositif dans les 3 ans qui suivent son entrée en vigueur.

A cet effet, il est institué une commission paritaire de branche qui aura en charge le suivi du présent accord et ses modalités d'application.

Cette commission paritaire restreinte se réunira une fois par an et sera composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales des salariés représentatives signataires ou adhérentes et d'un nombre égal de représentants des organisations employeurs signataires ou adhérentes.

Le mandat au sein de la commission de suivi est d'une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction.

## TITRE VI

### DISPOSITIONS FINALES

Le présent accord s'appliquera au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Si l'extension intervient après cette date, il s'appliquera au 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour les entreprises adhérentes aux organisations patronales signataires du présent accord et au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant son extension pour les autres.

Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Le présent accord ne prendra effet que si l'OPCA-PL obtient le renouvellement de son agrément permettant l'adhésion de la branche.

Dans le cas contraire, les parties s'engagent à se réunir dans le délai maximum de 1 mois suivant la notification du rejet de la demande d'agrément.

Fait à Paris, le 27 juillet 2011.

ANNEXE IV  
BRANCHES ADHÉRENTES À L'OPCA-PL  
ACCORDS RELATIFS AUX TAUX CONTRIBUTIFS

---

IDCC : 2332 – Entreprises d'architecture (avenant n° 5 du 7 juillet 2010 relatif à la formation professionnelle).

IDCC : 1726 – Cabinets d'économistes de la construction et de métreurs-vérificateurs (collaborateurs salariés) (avenant n° 13 du 30 juin 2010 relatif à la modification des taux contributifs au titre de la formation professionnelle tout au long de la vie [étendu par l'arrêté du 14 juin 2011]).

IDCC : 2543 – Cabinets ou entreprises de géomètres-experts, géomètres-topographes, photogrammètres et experts fonciers (avenant n° 13 du 30 juin 2010 relatif à la modification des taux).

IDCC : 1619 – Cabinets dentaires (accord du 4 juin 2010 relatif au financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels).

IDCC : 1875 – Cabinets et cliniques vétérinaires (personnel salarié) (avenant n° 41 du 16 juin 2010 relatif à la formation professionnelle continue).

IDCC : 2564 – Vétérinaires (praticiens salariés) (avenant n° 17 du 16 juin 2010 relatif à la formation professionnelle continue).

IDCC : 1147 – Personnel des cabinets médicaux (avenant n° 55 du 2 juin 2010 relatif à la formation professionnelle).

IDCC : 1996 – Pharmacie d'officine (avenant du 1<sup>er</sup> décembre 2010 à l'accord du 4 juillet 2005 relatif à l'accès des salariés à la formation professionnelle tout au long de la vie), et pharmacie d'officine (accord du 4 juillet 2005 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle [étendu par arrêté du 18 octobre 2006]).

IDCC : 1951 – Cabinets ou entreprises d'expertises en automobiles (avenant n° 24 du 19 décembre 2006 portant des modifications à la formation professionnelle [étendu par l'arrêté du 16 juillet 2007]).

IDCC : 1850 – Cabinets d'avocats (avocats salariés) (avenant n° 14 du 28 mai 2010 relatif à la formation professionnelle continue [étendu par l'arrêté du 5 avril 2011]).

IDCC : 1000 – Cabinets d'avocats (personnel salarié) (avenant n° 97 *bis* à la convention collective nationale du 20 février 1979 réglant les rapports entre les avocats et leur personnel).

IDCC : 1921 – Personnel des huissiers de justice (avenant n° 39 du 7 juillet 2010 relatif aux taux de contribution à la formation professionnelle [étendu par l'arrêté du 14 février 2011]).

IDCC : 240 – Personnel des greffes des tribunaux de commerce (14 novembre 1957) (avenant n° 75 du 7 octobre 2010 relatif aux taux contributifs à la formation professionnelle continue).

IDCC : 2205 – Notariat (avenant n° 17 du 21 octobre 2010 relatif à la participation financière des employeurs à la formation).

IDCC : 2785 – Commissaires-priseurs judiciaires (avenant du 16 décembre 2010 relatif à la formation professionnelle continue).

Etudes d'avoués (accord du 18 novembre 2004).

Administrateurs et mandataires judiciaires (accord du 28 septembre 2007 relatif à la formation professionnelle du personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires).